

PAS D'EMPLOI MAIS DE QUOI S'OCCUPER !

Stanislas Jourdan

3,3 millions de chômeurs en France si l'on s'en tient à la catégorie A de Pôle Emploi, 5,5 millions toutes catégories confondues, et même 8,5 millions si l'on intègre les chômeurs invisibles¹. Ces chiffres pourraient résumer à eux seuls le bilan d'échec de la classe politique au pouvoir depuis 30 ans. Et pourtant, si tout n'a peut-être pas été essayé, les gouvernements successifs – de droite ou de gauche – n'auront pas « chômé » dans leur quête du plein emploi perdu : plans pour l'emploi, semaine de 35 heures, interventions commandos des ministres dans les usines menacées de fermetures, contrats jeunes, contrats seniors et quelques milliards d'euros d'exonérations de charges. En vain : alors même que l'économie semble se remettre petit à petit de la crise financière, la masse des chômeurs, elle, continue de gonfler.

C'est que l'enjeu ne se résume pas à une privation d'emploi, c'est-à-dire d'une activité rémunérée. En vérité, le problème est décuplé par le fait que notre société n'est pas préparée à cette nouvelle situation.

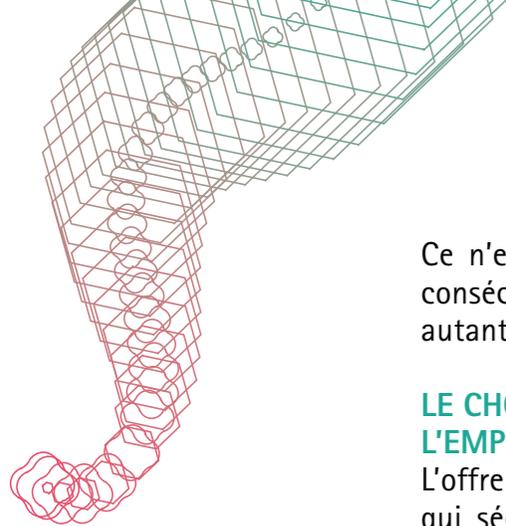
Notre modèle social par exemple, est entièrement construit autour de l'emploi : c'est l'emploi qui permet de cotiser et donc de cumuler des droits à la protection sociale. Mais qu'advient-il de ce modèle lorsque le chômage devient la norme et non plus l'exception ?

Dans une société construite autour de l'emploi salarié, le chômage signifie plus encore que la privation d'un revenu et/ou de droits sociaux. Sentiment d'humiliation, abaissement social, perte de dignité et de reconnaissance sociale conduisent malheureusement souvent à l'apathie voire à la dépression, des effets bien plus destructeurs encore pour les personnes.

Au nom de quoi au fond ? Ne sommes-nous pas en train de sacrifier la dignité de nos concitoyens sur l'autel de l'idéal du plein emploi ? Pour justifier cette question provocatrice, rappelons que le plein emploi n'a jamais été qu'une éphémère réalité, celle des Trente Glorieuses, période historiquement exceptionnelle, marquée par le plein emploi... des hommes... seulement. Avant les années soixante-dix, les femmes, bien que statistiquement « inactives » n'étaient pas socialement cataloguées comme « chômeuses ». Leur utilité sociale, dans le foyer, était reconnue par la collectivité.

Quant à la notion même d'emploi, n'est-elle pas elle-même une norme sociale récente, héritée de la révolution industrielle ?

¹ Voir http://fr.wikipedia.org/wiki/Chomage_en_France et [http://www.capital.fr/carriere-management/actualites/ces-chomeurs-qui-n-entrent-pas-dans-les-statistiques-officielles-806891/\(offset\)/1](http://www.capital.fr/carriere-management/actualites/ces-chomeurs-qui-n-entrent-pas-dans-les-statistiques-officielles-806891/(offset)/1)



Ce n'est que depuis le XX^e siècle que l'emploi a été sacralisé, et consécutivement, la non occupation d'un emploi n'a jamais été autant discriminée socialement qu'aujourd'hui.

LE CHÔMAGE, UNE CONSTRUCTION SOCIALE DÉPASSÉE, L'EMPLOI, UNE NORME OBSOLÈTE

L'offre d'emploi n'est plus capable d'honorer le pacte social fordiste, qui sécurisait socialement et économiquement la force de travail dans le cadre d'un contrat de travail. Le chômage, qui recouvre des significations multiples sur le plan individuel et sociologique, ne permet plus, comme catégorie sociale, une représentation fidèle de la réalité, tant il ignore de personnes « sans emplois » qui ne sont pas comptabilisées : handicapés, bénéficiaires du RSA, auto-entrepreneurs, radiés administratifs de Pôle Emploi, chômeurs en fin de droit, qui, découragés de leur recherche ne font plus de démarches administratives auprès des organismes sociaux.

Et l'on est bien obligé de constater que l'emploi lui-même n'est plus qu'une norme sociale obsolète mise à nu par la réalité de la précarisation et de la flexibilisation du marché du travail.

Le phénomène du chômage semble déborder vers de nouvelles formes d'exclusions, des « catégories indigènes », comme les appelle le sociologue Didier Demazière², en référence à de nouvelles situations individuelles qui échappent à la grille de critères des organismes sociaux. L'une de ces nouvelles catégories émergentes est celle des NEETS³, un acronyme anglo-saxon décrivant les jeunes qui ne sont ni en étude,

ni en emploi, ni même en stage. À la différence des chômeurs « classiques », les NEETS, qui pour la plupart, n'ont jamais mis les pieds dans l'entreprise, se détournent volontairement du marché du travail par choix délibéré ou par dégoût de tant d'énergie perdue dans la recherche d'un emploi, analysent les chercheurs. Apparu dans les années quatre-vingt-dix au Japon, où il s'est métamorphosé en un mouvement social, le phénomène s'est aujourd'hui répandu partout en Occident. On en recenserait pas moins de 14 millions en Europe.

La notion même de chômage semble perdre de son sens à mesure que le phénomène devient la norme de la société, comme un passage obligé pour de plus en plus nombreux parcours de vie.

Dans *Le Précarariat - La nouvelle classe dangereuse*, l'économiste Guy Standing⁴ analyse l'émergence d'une nouvelle classe sociale très diverse et hétérogène mais dont les membres souffrent des mêmes symptômes : précarité économique, manque de reconnaissance sociale, et plus généralement, une frustration vis à vis des institutions politiques qui les gouvernent. Ainsi selon Standing, le précarariat n'est pas à l'origine une classe en soi, mais une sorte d'agrégat de différentes catégories de population allant des classes moyennes éduquées aux populations immigrées. Son postulat, ou du moins son espoir, est précisément que cette classe se réveille et prenne conscience de son existence, qu'elle se reconnaisse, s'affirme et se rebelle.

⁴ Guy Standing, *The Precariat: The New Dangerous Class*, Bloomsbury Academic, 2011.

² Didier Demazière, *Le chômage. Comment peut-on être chômeur ?*, Perspectives sociologiques, Belin, 2003.

³ No Education, Employment or Training.

LES POCHEs DE RÉSISTANCE

Les premiers signes d'un tel mouvement sont déjà peut-être présents. Car, au delà des images de fermetures d'usines et des files d'attente déprimantes au Pôle Emploi, d'autres comportements se développent.

À nouveau, du Japon, la tendance au mouvement social a gagné l'Europe. Dès 1996, le mouvement de « chômeurs heureux » émergeait en Allemagne, revendiquant le « droit à un temps de vivre ». Plus la classe politique s'évertue à dénoncer les dérives de l'assistanat et durcit la sévérité du contrôle des chômeurs, plus la contestation gronde.

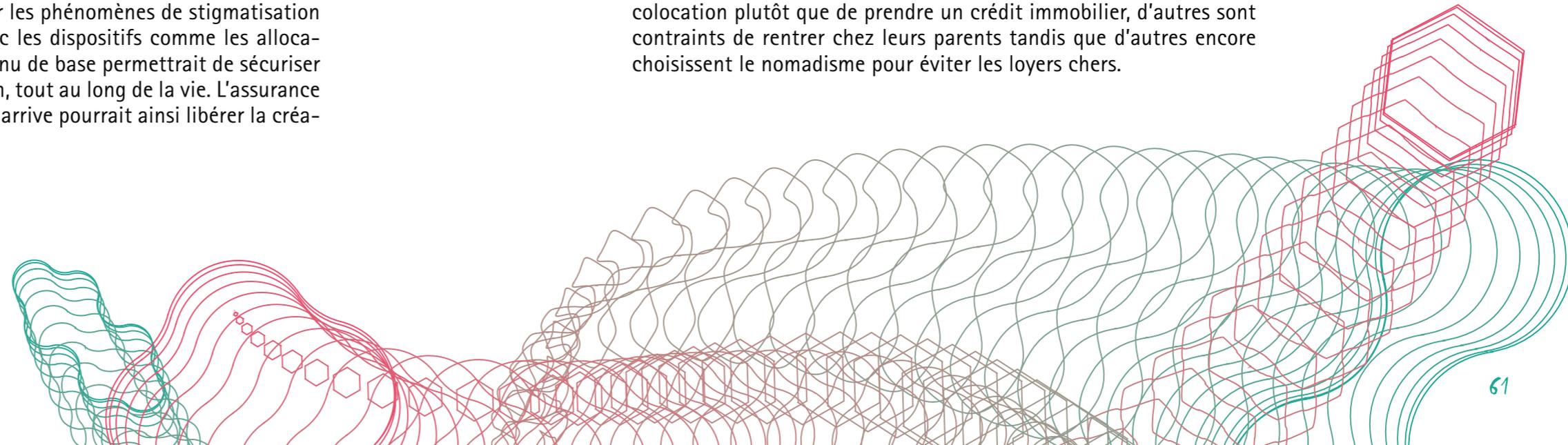
Une revendication phare de ce mouvement est le revenu de base inconditionnel, une somme d'argent versée à tous sans conditions, qui permettrait ainsi de mettre fin à la course au plein emploi comme objectif politique.

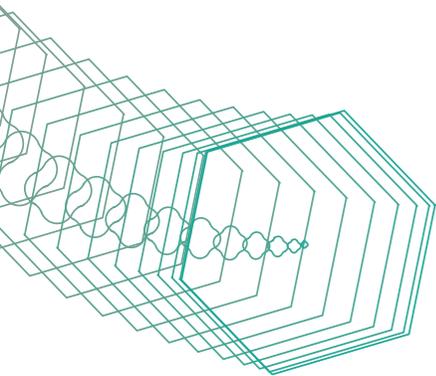
Cette proposition, défendue par plusieurs prix Nobel, est moins absurde qu'elle n'en a l'air : l'absence de conditionnalité du revenu de base aurait le mérite de casser les phénomènes de stigmatisation que l'on observe aujourd'hui avec les dispositifs comme les allocations chômage ou le RSA. Le revenu de base permettrait de sécuriser les parcours personnels de chacun, tout au long de la vie. L'assurance d'avoir un revenu socle quoi qu'il arrive pourrait ainsi libérer la créativité de tous.

« C'est bien parce que nous sommes actifs que nous n'avons pas le temps de travailler » peut-on lire dans le *Manifeste des chômeurs heureux* publié en France en 2013, un texte faisant l'apologie du chômage comme un nouvel art de vivre.

Partout en Europe, les jeunes générations, qui n'ont pas connu le plein-emploi, s'élèvent contre l'avenir promis par le marché du travail auquel on les prépare, celui des stages non rémunérés, des « jobs alimentaires » à répétition et autres « boulots de merde ». Et en lame de fond, Internet et les réseaux sociaux permettent de connecter les citoyens dissidents assumant leur droit à l'oisiveté ou leur dégoût du salariat.

En attendant de meilleurs jours, les créatifs culturels se lancent dans l'auto-entrepreneuriat, acceptent des petits boulots épanouissant même s'ils paient peu, investissent l'économie sociale. On adapte aussi son mode de vie vers une forme de simplicité volontaire, préférant s'adonner aux loisirs gratuits accessibles par Internet plutôt que de d'aller au cinéma. Les jeunes couples se mettent en colocation plutôt que de prendre un crédit immobilier, d'autres sont contraints de rentrer chez leurs parents tandis que d'autres encore choisissent le nomadisme pour éviter les loyers chers.





Des types d'activités nouvelles se développent aussi : les ingénieurs contribuent au logiciel libre, tandis que les plus créatifs lancent des blogs, apprennent la photo, ou lancent des petits business sur le web en auto-entrepreneur. On utilise le covoiturage plutôt que de s'acheter une voiture ou de prendre le train. On récupère les déchets de la société de consommation plutôt que de participer à leur production. Bref, on expérimente l'économie de la débrouille.

Ces dernières années auront vu un véritable fleurissement de la littérature sur cette nouvelle économie collaborative. Ses apôtres y voient plus qu'un art de vivre en temps de crise : le déploiement d'une véritable capacité productrice qui échappe en partie à la logique du marché.

Dans ces nouveaux modèles, on privilégie l'accès aux produits et services plutôt que la propriété ; on préfère la logique du partage à celle de l'accumulation ; et enfin, les hiérarchies disparaissent à la faveur de systèmes reposants sur des contributions volontaires loin de la logique du travail salarié.

Ces nouvelles formes d'activités se développent donc en dehors des catégories officielles de l'emploi. Et bien que cela ne résolve en rien le problème de la précarité, ces tendances vont certainement dans le sens d'une affirmation de la liberté des individus, ou du moins d'une forme de revendication du statut de non-employé, d'un rejet des « bullshit jobs », ces postes parfois mêmes « bien placés », mais dont leurs occupants peinent à y voir une quelconque utilité sociale.

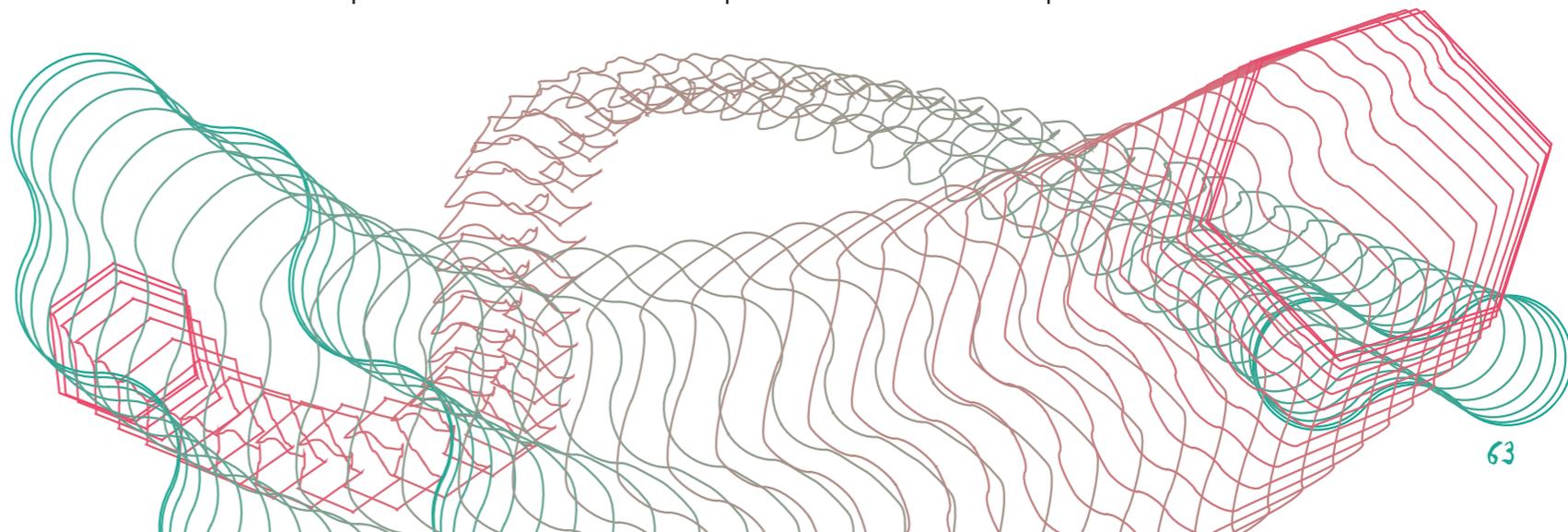
LA BATAILLE CULTURELLE

Reste la question de la reconnaissance sociale, qui semble encore problématique pour cette nouvelle génération. « Et vous, vous faites quoi dans la vie ? » est une question parfois angoissante pour tous ceux qui ne peuvent résumer leur vie en évoquant le titre de leur poste de travail.

« Les membres du précaire n'ont plus le sentiment d'avoir une identité professionnelle », confirme Guy Standing. Son livre tire la sonnette d'alarme à destination de la classe politique qui doit apporter des réponses concrètes à la montée de la frustration du précaire.

Car au fond, ce sont bien des choix de société qu'il s'agit de faire aujourd'hui. Voulons-nous à tout prix continuer de vivre dans cette société arc-boutée sur l'emploi salarié du XX^e siècle ?

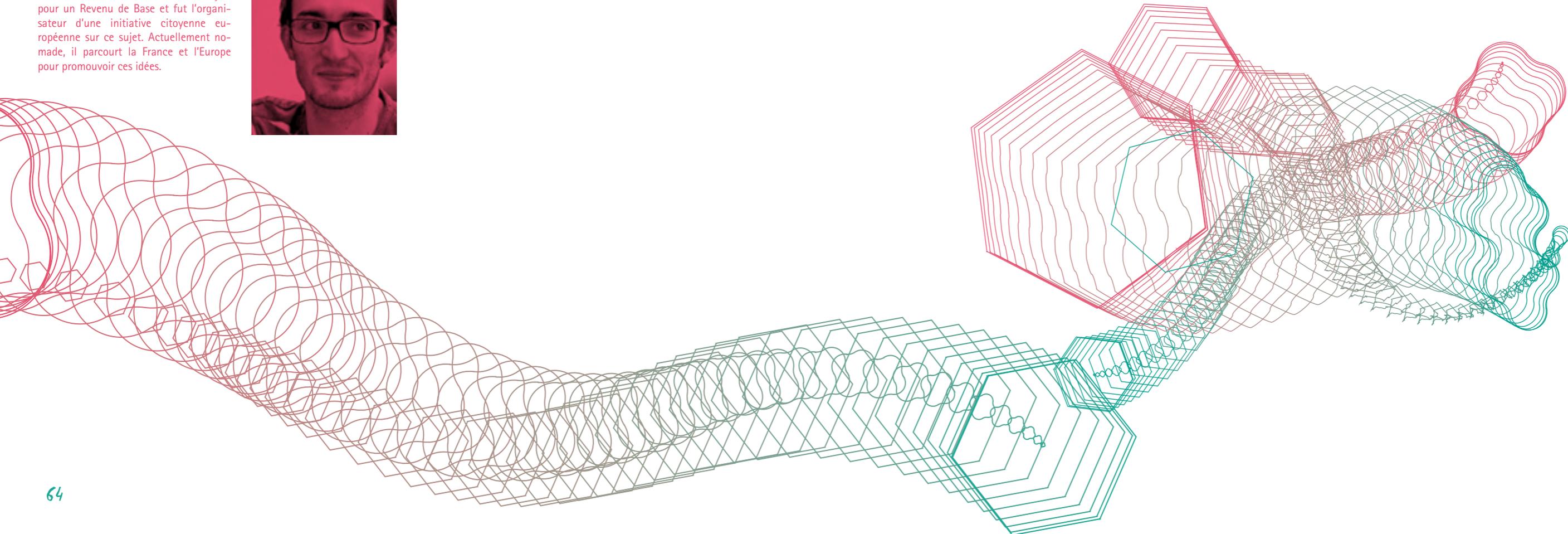
Sans doute qu'une partie de la solution vient précisément de l'intérieur du phénomène, dans les comportements nouveaux qui se développent chez les victimes de la chape de plomb de l'emploi comme norme du système économique. Ils démontrent en tout cas qu'une autre utilité sociale est possible en dehors de l'emploi.



Maintenant que la démonstration est faite, il reste une bataille culturelle à gagner autour de la question de la « valeur travail ». Cette lutte opposera les tenants de la diminution du temps de travail et du revenu de base universel et les tenants du « travailler plus pour gagner plus ». En d'autres termes : le pouvoir de vivre contre le pouvoir d'achat.

Stanislas Jourdan

Journaliste spécialisé dans la crise financière et l'économie collaborative. En 2013, il fonde le Mouvement Français pour un Revenu de Base et fut l'organisateur d'une initiative citoyenne européenne sur ce sujet. Actuellement nomade, il parcourt la France et l'Europe pour promouvoir ces idées.



CO-DESIGN TON EMPLOI !

VERS UNE ZONE D'INITIATIVES POSITIVES (ZIP) POUR UNE RELATION
RENOUVELÉE DES JEUNES À L'EMPLOI

ÉRIC BARCHECHATH,
FORUM D'ACTION MODERNITÉS

Combien de fois avons-nous entendu ce dialogue de sourds : tandis que certains s'enflamment sur des enjeux de transformation de la société (mariage pour tous, voile, GPA, rythmes scolaires, cybersurveillance, etc.), d'autres les font taire en assenant que ce qui intéresse les Français, ce n'est pas cela, c'est l'emploi. Thème progressiste, l'emploi serait-il devenu un argument éteignoir ? L'emploi, à contre-emploi ? Et si c'était précisément cette façon convenue de parler de l'emploi qui le transformait en problème insurmontable et lancinant ?

Nous le savons pourtant, tout se transforme à toute vitesse : les institutions, les entreprises, les technologies, les systèmes productifs, l'éducation, l'accès au savoir. Non seulement les emplois se transforment, mais la notion même d'emploi comme mode d'articulation entre ces différents systèmes ! Comment peut-on alors imaginer que l'emploi puisse continuer d'être prévu et régulé par les mêmes acteurs et de la même façon ?

C'est dans ce contexte que la Fondation AG2R La Mondiale, l'Université Catholique de Lille et le Forum d'Action Modernités ont fait alliance en 2013 pour explorer une approche décalée de la question de l'emploi des jeunes et tester l'hypothèse : pourrait-on appliquer les méthodes collaboratives pour aborder autrement l'enjeu du travail, des métiers et des compétences, et créer des écosystèmes qui permettent à chacun d'inventer

son activité dans une relation renouvelée à l'emploi ? La Zone d'Initiatives Positives (ZIP) « Co-design ton emploi ! » vise à penser l'emploi comme un écosystème hétérogène, où l'innovation jaillit de rencontres improbables et qui crée de la valeur en son sein (et non plus comme un flux qui adapte un profil de compétences à un besoin). Cette approche qui part de la parole des jeunes fait écho à la nouvelle économie créative et aux modes d'approche de la génération que l'on qualifie de Y.

QUELQUES POINTS SAILLANTS SOULEVÉS PAR LE TRAVAIL COLLECTIF EN COURS

« CO-DESIGN TON EMPLOI ! » :

Le passage d'un « monde unique » à une « pluralité de Mondes possibles » : le monde unique voit ses conventions remises en cause. Les règles qui le régissaient semblent battues en brèche. Ses entreprises ne parviennent plus à intéresser au travail qu'elles ont à offrir, ni à maintenir le système de loyauté qui leur permettait d'accueillir des candidats à l'emploi en quête d'intégration sociale.

Adaptation, inadaptation, chassé-croisé des valeurs sociales : on peut être adapté à l'Ancien monde ou aux Nouveaux, on peut être adapté à la forme Entreprise telle qu'elle s'est structurée historiquement, ou aux nouvelles formes qui émergent.

À l'inverse, on peut être inadapté en raison non seulement d'handicaps physiques, mentaux ou sociaux, mais aussi par manque d'adhésion aux valeurs d'une société passée ou à venir, ou parce que des injonctions paradoxales (qui pèsent sur tous) deviennent insurmontables dans certaines circonstances de la vie.

Valeur relationnelle et intelligence collective :

la création de valeur se décale. Ce n'est plus « la valeur monétaire » que l'on considère, car celle-ci n'est qu'un héritage des formes sociales que nous quittons. S'y substitue « la valeur relationnelle », qui agrège les différences à la racine de la valeur. C'est à présent sur « l'intelligence collective » que s'organise

la définition même de la création de valeur. L'intelligence collective établit aussi bien les systèmes de conventions de reconnaissance de la valeur que les mécanismes de production de richesses.

Exister vs Subsister : à un moment où l'offre d'emplois n'est plus en mesure de porter les espoirs, les attentes, les aspirations positives des membres d'une société, quels autres ressorts peuvent s'y substituer ?

Les besoins sociaux et d'utilité collective sont à la racine d'activités nouvelles. La perspective n'est pas seulement de réparer ou de compenser les limites du monde actuel mais de chercher les points de rupture avec des modèles en place.

Dispositifs émancipateurs : des environnements où les personnes engagées entrent dans un processus vertueux de mise en capacité, de prise sur le réel, d'autonomie et de responsabilité partagée.

La voie qui se dégage ainsi de cette ZIP, c'est celle d'une révélation de la valeur apportée par les personnes (et notamment des moins conformes) et de la reconnaissance de cette valeur. Ce sont d'elles que procèdent :

– les « **interventions transformatrices** » sur les mondes de production existants pour en renouveler la valeur (en réinterprétant leurs objectifs, leurs stratégies, leurs méthodes, leurs fonctionnements) ;

– les « **interventions créatrices** » d'activités nouvelles à valeur ajoutée sociale et pas seulement économique.